



HAL
open science

Écologie : vers un despotisme super-éclairé ?

Christiane Barrier-Lynn

► **To cite this version:**

Christiane Barrier-Lynn. Écologie : vers un despotisme super-éclairé ?. Revue Esprit, 1975, n° 3, pp. 184-196. hal-00874823

HAL Id: hal-00874823

<https://hal.science/hal-00874823>

Submitted on 24 Oct 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Écologie : vers un despotisme super-éclairé?

PAR CHRISTIANE BARRIER-LYNN

Les sources du mouvement écologique : une refonte de nos modèles culturels et scientifiques.

Que désigne-t-on lorsqu'on parle du « mouvement écologique » ? Essentiellement de nouvelles formes de contestation politique et une nouvelle attitude devant l'univers. Cette « révolution culturelle » ne manque pas de se réclamer d'une révolution scientifique : « la révolution biologique et écologique ». Sous l'influence de celle-ci, de nouvelles visions scientifiques ont parcouru d'autres disciplines : l'économie, la technologie, la science politique...

L'un des paradoxes de ce mouvement d'idées est que, tout en fournissant par certains de ses développements les germes d'une « révolution culturelle », il a été largement stimulé, surtout en ses débuts, par les classes dirigeantes elles-mêmes s'interrogeant sur la longévité du mode de production industriel. L'association américaine « Ressources pour le futur », créée en 1952, avec le concours de la Fondation Ford dans le but de poursuivre « la recherche et l'éducation pour le développement, la conservation et l'utilisation des ressources naturelles et l'amélioration de la qualité de l'environnement » est à l'origine des conceptions qui ont abouti à la formation du Club de Rome et à son fameux programme de recherche inauguré par le rapport du M.I.T. sur les limites de la croissance possible dans le cadre du système terrestre et de la technologie mise en œuvre. Une manière de lire ce rapport d'enquête serait celle-ci : le capitalisme industriel s'interroge sur l'échéance de sa propre disparition, non parce qu'il s'affole devant ses contradictions

internes, mais parce qu'il date approximativement l'épuisement des matières premières et quelques autres éventualités de blocage de son système.

De ses origines dans les inquiétudes des classes dirigeantes, viennent sans doute le mépris où l'ont tenu jusqu'à une date très récente les partis de la gauche française majoritaire et les syndicats, leur refus d'envisager une stratégie fondée sur des pronostics étrangers à la problématique marxiste.

Mais un mouvement d'idées quel qu'il soit a-t-il beaucoup de chances de prendre ses racines ailleurs que dans les classes dominantes ? (Marx, Engels, Bakounine, etc. n'appartenaient-ils pas à la bourgeoisie ou à l'aristocratie ?) Doit-il être pour autant et nécessairement considéré comme démuné de répercussions politiques et sociales... et condamné à n'éclairer et renforcer dans leur domination que la classe déjà au pouvoir ? Interprétons donc le mouvement d'idées écologique comme expression de nouvelles orientations économiques et politiques possibles pour la classe dirigeante mais en face desquelles il y a sans doute des ripostes plus incisives qu'une fin de non-recevoir¹.

Par-delà les intérêts et les stratégies de classe, il a d'abord été, semble-t-il, un nouvel imaginaire, une *nouvelle cosmogonie*. Bien que l'on sache depuis très longtemps que la terre est ronde, la science économique s'est développée à partir d'une représentation de la terre visualisée, et ressentie comme espace illimité. Kenneth Boulding qui, le premier, a eu l'intuition des liens existant entre les représentations cosmologiques et les concepts économiques, fait remarquer qu'au XIX^e siècle la carte la plus couramment employée était la projection de Mercator qui visualise la terre comme un cylindre illimité. Ce

1. Ce mode d'interprétation a déjà été pratiqué par Paul Vieille notamment (Cf. « Dégénération de l'environnement et économie de marché », in *Diogène*, oct.-déc. 1973, pp. 68 à 93). Pour Paul Vieille, le discours écologique est purement idéologique. Il a été composé par les dirigeants de l'économie capitaliste pour justifier les nouveaux profits attendus de l'invention de l'industrie anti-pollution et fonder une politique économique de rechange dans une période de crise du capitalisme : « La solution de la crise suppose... d'un côté destruction de la production excédentaire ou des moyens de production, de l'autre modification de la répartition des revenus apte à relancer la consommation (...) Ce programme correspond très exactement, dans la situation présente, aux procédures habituelles de solution des crises par le capitalisme. » Ce raisonnement conduit l'auteur à reprocher à l'équipe Meadows de ne pas avoir envisagé d'autres hypothèses, notamment celle d'une stabilisation du chiffre de la population, alors que toute une série d'épreuves sur ordinateur de l'enquête Meadows se base sur une population mondiale stabilisée au chiffre de 1975, et que même dans cette éventualité le système population-capital s'enraye dans le délai d'un siècle. Ces reproches en porte-à-faux ne font que donner plus de poids aux épreuves de simulation du M.I.T.

serait seulement avec la Deuxième Guerre mondiale et le développement des transports aériens que l'exacte représentation de la planète aurait pénétré l'imagination populaire. Mais notre culture n'a pas encore opéré tous les ajustements philosophiques et politiques impliqués par la transition de l'image du plan illimité à celle de la sphère comme support de la vie.

La cosmogonie de *l'espace clos* a semblé si gênante pour l'espèce humaine qu'au moment où elle se popularisait, on s'est engagé dans la conquête des espaces interstellaires, en rêvant sans doute de les utiliser, piller et exploiter à l'infini. D'aucuns ont, bien sûr, justifié la croissance illimitée et accélérée en faisant valoir les possibilités d'évacuer — sans en préciser le coût et sa répartition — les déchets des sociétés industrielles sur d'autres astres, et celles d'en rapporter des ressources minières. C'est une héroïque manière de recommencer, et d'infliger aux autres astres le traitement prescrit à la terre, en se dispensant de changer soi-même.

Mais repenser l'économie et les sociétés en termes d'espace rigoureusement limité, n'est-ce pas les repenser de fond en comble, que l'on soit de tendance « marxiste » ou « classique »² ?

Cosmogonie de *l'espace clos*, la pensée écologique est aussi celle de la solidarité entre les espèces vivantes. Elle met en question une attitude — d'origine peut-être surtout judéo-chrétienne et qui a bien servi « l'esprit du capitalisme » — de prédominance de l'espèce humaine sur les autres espèces vivantes et sur le monde physique. Elle constitue certes une invitation à un retour aux sources de la pensée grecque³ et à la contemplation des limites de l'univers, mais en outre à une meilleure pénétration des philosophies hindoues, lesquelles n'accordent pas de supériorité ni de rôle privilégié à l'humanité dans le cosmos. Plus personne n'oserait soutenir que l'espèce humaine pourrait subsister dans un monde où elle aurait exterminé ou empoisonné les animaux et les plantes.

A partir du changement de rôle ainsi assigné à l'homme, comment vont évoluer nos visions technologiques et sociales ?

2. Gunnar Skirbekk est, à notre connaissance, le premier marxiste qui se soit donné la peine de repenser l'économie et la politique marxistes dans cette perspective (Cf. « Marxisme et écologie », *Esprit*, nov. 1974, pp. 643 à 652).

3. Retour accompli par exemple par le Dr Vendryès : *Aristote et la révolution biologique contemporaine* (travaux en cours) ; les progrès en biologie ont été possibles grâce à un retour aux concepts de causalité perçus par Aristote et bafoués par la mécanique galiléenne et copernicienne.

Quels horizons politiques ?

Ceux de l'autogestion ainsi que les préconisent les savants anglais regroupés sous le vocable « The Ecologist »⁴ ? Pour l'« écologiste », il y a incompatibilité absolue entre la santé de l'environnement dans un espace limité et les concentrations industrielles et urbaines inséparables de la hiérarchie et de la ségrégation sociale. Une seule voie vers l'avenir est possible : reconversion totale des techniques de production et des méthodes de travail, réimplantation et redissémination des unités industrielles et de la population. Pour commencer, il faut s'orienter vers l'utilisation exclusive des sources d'énergie déconcentrables et non polluantes, l'implantation d'ateliers ou de petites unités de travail non polluantes et autogérées, intégrés à des communautés de *taille réduite* ; de ce fait, pesant moins sur l'environnement physique et facilement autogérables, dont les membres décideraient en commun de leur mode de vie, des finalités de leur travail (nature des objets fabriqués), de son organisation, de leur rémunération et du contenu de leurs plaisirs.

Cette nouvelle « utopie » a trouvé peu d'échos Outre-Manche. Elle n'a pas suscité un renouveau des luttes sociales. Et le scientisme technocratique a pu choisir une tout autre riposte à la découverte des retombées négatives de l'expansion économique : planifier sa stratégie de domination « pacifique » de la planète entière, sans se heurter à une opposition déclarée.

Vers des politiques cybernétiques ?

Selon plusieurs environmentalistes américains⁵ (dont le caractère officiel et réformiste n'est pas sujet à caution), aucun traitement efficace des pollutions n'est possible dans le cadre des structures étatiques. Du simple point de vue des exigences techniques de la lutte anti-pollution, il faut inventer d'autres institutions politiques. Il en est notamment ainsi pour le traitement de la pollution atmosphérique et de celle des océans, mais aussi, quoique de manière moins évidente a priori, pour celle des cours d'eau locaux.

4. The Ecologist, *Changer ou disparaître, Plan pour la survie* (Fayard, 1972).

5. Ceux que l'O.C.D.E. désigne comme « les techniciens de l'environnement » par opposition aux économistes de l'environnement qui, eux, s'accommodent fort bien des États et des politiques gouvernementales.

A partir d'analyses de cas précis d'essais d'épuration de rivières dans le Nord des Etats-Unis, Thomas Vitullo-Martin⁶ a démontré l'inefficacité des interventions gouvernementales, des lois et règlements anti-nuisances. Il n'y a pas lieu de résumer précisément les analyses de Vitullo-Martin, car l'article cité en référence mériterait plutôt une traduction intégrale. Limitons-nous à mentionner rapidement quelques thèmes de son argumentation :

— On ne remarque aucune corrélation entre les dépenses engagées pour les stations d'épuration et le degré d'épuration obtenu (le principe pollueur-payeur est donc inadapté au but recherché).

— Aucune volonté non plus de coopération spontanée entre les responsables locaux, mais il n'existe aucune force coercitive capable de les contraindre à la coopération et il demeure impossible d'harmoniser des contrôles localisés, émanant d'administrations qui prennent souverainement des décisions fragmentaires, à courte vue, sans liens entre elles. Vitullo Martin cite le cas d'une petite commune obligée par une administration à de grands frais pour épurer ses égoûts, tandis que des industriels, pouvant faire jouer des privilèges d'exemption auprès d'autres administrations, multiplient les usines en amont. Aux règlements anti-pollution, il manque la vision d'un tout, des séquences de décisions parfaitement orchestrées, systématisées.

— L'inefficacité du contrôle étatique est liée aux concepts même qui orientent la technologie. Ce sont d'ailleurs les mêmes notions qui informent la technologie dominante et nos représentations de l'Etat⁷.

Nos concepts technologiques (le concept de *minimus*, entre autres, selon lequel le consommateur d'eau cherchera la meilleure eau au moindre prix, tandis que l'industriel lui offrira la moins bonne pour le prix le plus élevé) sont essentiellement orientés vers le fonctionnement d'un libre-marché,

6. Thomas Vitullo-Martin : « Pollution Control Laws. The Politics of Radical Change » in *The Politics of Eco-suicide*, ouvrage collectif publié par L.L. Roos (Holt, Rinehart et Winston, New York, Chicago, 1972).

7. L'idée d'une correspondance entre technologies modernes et Etats modernes n'est pas explicitement de Vitullo-Martin. Elle nous est suggérée par Lewis Mumford qui, dans *Le mythe de la machine* (2 vol, Fayard, 1974), illustre des correspondances entre « la machine-travail », la « machine militaire » et « la machine-bureaucratique » et perçoit un même modèle d'organisation entre la société pharaonique, par exemple, et les Pyramides qui n'en sont que « l'image pétrifiée. » Dans la même ligne de pensée, on pourrait peut-être soutenir que nos conceptions de la puissance, de la centralisation, de la hiérarchie, du contrôle social, produisent à la fois les systèmes étatiques où nous vivons et nos infra-structures déterminées par les programmes de construction de centrales nucléaires.

vers le profit, mais nullement — quoi que l'on dise autour de l'industrie anti-pollution qui n'a pas à se développer à côté ni *en surplus* d'une industrie polluante — vers la compréhension et le traitement de la pollution. Métaphoriquement, on pourrait dire exactement la même chose, ajoutons-nous à l'argument de Vitullo-Martin, de la machine étatique.

L'idée principale qui se dégage de la lecture de Vitullo-Martin est celle-ci : la technologie anti-pollution ne peut se développer à côté ni à partir de la technologie productiviste, ni dans le cadre de nos Etats, productivistes eux aussi. Dans les conditions actuelles de la production des techniques, le traitement de la pollution ne peut être que très partiel, mais il ne sera adéquat que lorsqu'il sera accompli à 100 %, car il ne sert à rien d'épurer à 30 % ou 50 % des effluents d'une ville ou d'une usine si, dans le même temps, on multiplie par deux ou trois la population des villes et la production des usines. Mais un contrôle parfait de la pollution exigerait une reconversion technologique si complète qu'il saperait les fondements de notre modèle de civilisation et de nos modèles politiques. S'imagine-t-on simplement les conséquences d'une application stricte des principes de John Sheaffer, premier technologue qui ait systématisé le contrôle de la pollution et pour qui la civilisation non polluante devra s'imprégner de l'idée que l'environnement est une entité totale, insécable, que tout système de contrôle de la pollution doit être conçu comme un circuit parfaitement clos, que les polluants sont des ressources mal situées et doivent être intégralement réutilisés comme telles ? Que devient dans ce système les déchets radio-actifs, les risques de contamination par poussières radio-actives infinitésimales, dont la dissémination n'est certainement pas contrôlable à 100 %⁸ ?

En développant une autre argumentation, Lynton K. Caldwell soutient la même idée : « La machinerie des Etats est largement dysfonctionnelle pour la protection et la gestion de l'environnement » conclut-il⁹. Dans le même moment, la gauche française, représentée sous sa forme la plus organisée par le Programme commun, travaille au renforcement de l'Etat, en recommandant les nationalisations, c'est-à-dire la prise en charge

8. A nouveau Lewis Mumford pourrait nous éclairer. Les complicités entre « la machine-militaire » (qui demande du plutonium), « la machine bureaucratique » (qui fait croire que l'on obtiendra mieux de l'énergie en fabriquant du plutonium qu'autrement) et « la machine-travail » qui obéit, se passe de commentaires quand on examine les politiques énergétiques.

9. Lynton K. Caldwell : « Achieving Environmental Quality : is our present governmental organization adequate ? » in *The Politics of Eco-suicide*, *op. cit.*

des entreprises par les contribuables, le resserrement des connexions entre « la machine militaire » et « la machine-travail » grâce aux bons offices de « la machine bureaucratique ». Les programmes de sauvetage des Etats peuvent donc être abandonnés aux forces d'opposition ; tandis que les dirigeants des firmes multinationales, par le truchement des intellectuels de pointe, s'interrogent sur les structures politiques de rechange, après avoir entériné les incompatibilités entre la gestion de l'environnement et celle des Etats actuels et entrevu un modèle de gestion planétaire globale valable pour les multinationales (celui même de l'enquête Forrester-Meadows).

L'essai de Dean Schooler constitue un exemple typique des visées de la « science politique » d'avant-garde¹⁰. En combinant les perceptions de Th. Vitullo-Martin, les théories de l'évolution du pouvoir de Théodore Lowi et d'Allan Schick, la théorie des jeux, il dégage un profil de l'évolution du fonctionnement étatique contrasté à chacune des ères :

- de l'expansion et du développement des ressources,
- de la confrontation environnementale,
- de l'écologie.

Les nations les plus développées essaient de passer en ce moment de l'ère de l'expansion à celle de la confrontation environnementale, mais elles sont toutes très éloignées de l'ère écologique. En résumant de manière extrêmement schématique la vision de Dean Schooler, disons que, selon lui, les nouvelles fonctions de contrôle de l'Etat le conduisent à l'ère de la confrontation environnementale, au stade de « l'Etat bureaucratique », au sens emprunté à Allan Schick¹¹. A l'ère suivante, on aura été obligé de se mettre d'accord pour accepter une *coercition sociale d'une ampleur encore inégalée*, afin de permettre des choix politiques *complètement centralisés et systématisés*, des solutions internationales rapides.

Pour parvenir à cette extrême coordination¹², on aura dû accomplir une totale reconversion technologique, notamment dans les domaines des procédés non polluants, du recyclage des

10. Dean Schooler Jr : « The politics of environment and national development. Basic options and political responses to environmental problems » pp. 6 à 19, in *Growing against ourselves : the Energy-Environment Tangle*, ouvrage collectif publié par S.L. Kwee et J.S.R. Mullender (A.W. Sijthoff Leyds, 1972).

11. Allan Schick : « The cybernetic state », in *Trans-action*, févr. 70, pp. 15 à 26.

12. Sous la prééminence de quelles nations ? Dean Schooler ne prend pas en compte dans sa théorie l'évolution des rapports internationaux.

matières premières, des transits sans encombrement..., et construire un système économico-social réellement intégré, avec mécanismes d'ajustements, d'avertissement et de contrôle, capacités de *feed-back* et *feed-before*. En d'autres termes, l'administration environnementale de l'ère écologique mettra en place un système de buts et de moyens périodiquement altéré en réponse aux changements de l'environnement, ce qui n'est pas autre chose qu'un *système cybernétique*. Les savants et les planificateurs n'essaieront plus alors de négocier avec les pollueurs-producteurs. Ils prendront directement les décisions. Si débat public il reste encore, il se posera en termes d'ajustements de courbes et d'équations. Sous une forme simplifiée, il sera comparable à ce problème domestique : « à quels degrés va-t-on régler le thermostat dans la chambre ? *qui*, et en fonction de quels critères, va choisir les minima et les maxima ? »

Il n'apparaît pas clairement, dans cette théorie du contrôle social, s'il conviendra encore de parler d'Etats proprement dits (sinon d'Etats cybernétiques ?). En effet d'un simple point de vue fonctionnaliste, les structures étatiques conviennent parfaitement à *l'expansion territoriale*. A l'ère de l'expansion économique dans un espace limité, c'est-à-dire de l'expansion obtenue surtout par un accroissement de la productivité, ère correspondant à peu près à celle de la confrontation environnementale, l'utilité de l'Etat est moins évidente bien qu'encore très défendable au nom de la nécessité des *régulations* économiques et sociales, de la planification. A l'ère écologique qui sera celle, prévoit-on, des contrôles cybernétiques, la survivance des infrastructures territoriales étatiques apparaît dépourvue de toute fonction pratique.

Il est par ailleurs à la mode de considérer la cybernétique comme une science particulièrement *libératrice* et d'en attendre d'immenses bienfaits sociaux. Cette attitude ne relève-t-elle pas d'une nouvelle entreprise mystificatrice ? Est-il absolument évident, même si elle doit faciliter « le dépassement de l'Etat », qu'à l'instar de toute autre science, la cybernétique ne se révèle pas à double tranchant dans ses applications et que ces dernières n'impliqueront pas, à côté de bienfaits insoupçonnés, de lourdes retombées négatives ? L'image d'un système auto-régulé n'est-elle pas destinée à favoriser le *statu quo* social ? Le passage à des politiques cybernétiques n'équivaudra-t-il pas à une prise de pouvoir par les savants ? Et qui prouve que ces derniers résisteraient à la tentation du despotisme super-éclairé ?

Essayons de voir si et comment les masses pourraient mieux contrôler un pouvoir « savant » qu'un pouvoir « royal », « économique », ou de toute autre sorte.

Une complète démocratisation de la science est-elle envisageable ?

Dans l'ouvrage déjà cité (*Le mythe de la machine*), Lewis Mumford explique qu'aujourd'hui comme au temps des Pharaons, le savoir doit demeurer un monopole tenu secret au sommet de la pyramide politique. Si chaque citoyen avait accès aux sources de la science, nul ne croirait en son infailibilité puisque les erreurs des gouvernants pourraient être trop précisément appréciées.

Il y a eu vraisemblablement un relatif relâchement de la fonction des conseils secrets du pouvoir à l'époque du capitalisme libéral — âge d'or du parlementarisme qui a pu entretenir le mythe du contrat social et du contrôle du pouvoir par la volonté populaire —, mais l'ère de la planification, quelle que soit l'étiquette que l'on y ajoute : « socialiste », « démocratique » ou « indicative »... tend à restituer au « savant » son statut de législateur ou à tout le moins d'*inspirateur des lois*.

Mais tout le monde peut-il être « savant » et planificateur ? Ou les planificateurs ne doivent-ils pas par définition se constituer *en caste* ayant le privilège de décider seule de ce qu'il faut construire et ne pas construire, produire et ne pas produire ? Il est aisé de parler d'instruction obligatoire et gratuite, d'efforts pour réduire les inégalités devant le savoir, de formation permanente, il l'est beaucoup moins d'uniformiser absolument les niveaux de savoir et l'accès aux centres de décision. Dans le meilleur des cas, chacun acquiert un savoir minimal dans les sociétés modernes, mais la compétition scientifique est encouragée par tous les moyens ; les postes impliquant une authentique participation aux décisions sont réservés aux élites.

Maintenir que les politiques peuvent être à la fois « scientifiques » et « démocratiques », n'est-ce pas jouer avec le mythe selon lequel il y aurait équivalence entre Volonté populaire et Raison universelle ou Objectivité scientifique ? Théodore Roszak¹³ a fait de procès de cette prétendue objectivité et il n'y a pas lieu de s'y étendre. Demandons-nous simplement : comment peut-on imaginer que des « ignorants » puissent se comporter devant des « savants » autrement qu'en leur accordant une confiance aveugle ou en renonçant à les contrôler ? Qui soutiendra que « la volonté populaire » — qu'elle s'exprime

13. Th. Roszak : *Vers une contre-culture* (Stock, 1970).

directement ou indirectement — peut apprécier plus correctement que l'intelligence des savants les avantages et les désavantages de l'énergie nucléaire et de l'énergie solaire ? qu'elle puisse juger plus correctement à l'avance dans quelles limites l'espèce humaine pourra s'adapter à un autre milieu biologique (par exemple appauvri en oxygène et enrichi en gaz toxiques) ?...

Les difficultés d'une mobilisation populaire.

Les politiques d'environnement sont grevées des mêmes obstacles à la participation des citoyens que toute autre politique (« étrangère », « économique », « de l'éducation »...). Comment participe-t-on à la vie politique dans nos démocraties industrielles ? En déposant un bulletin de vote (ô combien succinct !) dans une urne de temps à autre, ou en défilant dans la rue pour manifester son mécontentement. Mais nos sociétés n'ont pas prévu de substitut à l'antique *agora*. Aucun lieu n'est institutionnellement désigné pour assembler les intéressés sur les problèmes qui les concernent. Les communications de masse ne sont pas conçues pour stimuler et organiser la réflexion et la prise de décision collective. Elles n'ont d'autre but que de convaincre les « masses » du bien-fondé des décisions des élites organisationnelles et gouvernementales. La mystification électorale suffit à rassurer sur la liberté et la souveraineté de tous.

Rien ne laisse supposer que les citoyens pourront un jour choisir leur environnement, leur travail ou leur éducation. Mais même si par miracle cela devenait possible, il serait plus difficile, croyons-nous, de les mobiliser sur les problèmes d'environnement que sur d'autres.

Les difficultés propres à une mobilisation populaire sur les objectifs écologiques sont patentées. La candidature de René Dumont à la Présidence de la République en a fourni un test. Elles tiennent à notre sens à deux raisons majeures :

La première peut être tout simplement *l'absence de doctrine des syndicats et des partis populaires* sur ces thèmes. En France, ils s'inspirent essentiellement de la théorie de Karl Marx. Des exégètes marxistes, tel Henri Lefebvre, commencent à nous dire que Marx avait parfaitement prévu le saccage et l'exploitation de la nature par le capitalisme. Dans une perspective plus audacieuse, G. Skirbekk essaie de combler une lacune — bien pardonnable — et fait se prononcer le marxisme sur l'économie de l'environnement. Il reste que l'essentiel de l'intuition de Marx ne se centre pas sur les liaisons entre

exploitation de la nature et exploitation de l'homme par l'homme, et que les organisations qui s'en réclament n'ont rien à dire sur les limites de la croissance industrielle (ou capitaliste si l'on veut) tolérable par le système terrestre. Faut-il accélérer la croissance pour hâter la fin du capitalisme ? se contenter de dénoncer le discours néo-malthusien comme moyen de résoudre une nouvelle crise ? Leur doctrine ne leur fournit pas la réponse.

Bref, les organisations « anti-capitalistes » n'ont pas encore intégré les objectifs écologiques à leur stratégie (les jugent-elles aussi éphémères qu'une inévitable mais résorbable crise, considérations de luxe pour favorisés ?...) En matière d'environnement, d'hygiène alimentaire, de tolérance au stress, elles abandonnent les masses à leur spontanéité. Et l'on sait ce qu'elles attendent de cette spontanéité...

La deuxième source de difficultés d'une mobilisation populaire sur les objectifs écologiques tient aux *obstacles techniques à la participation des masses à toute « politique scientifique »*. Or il est sans doute plus facile aux « politiques scientifiques » de s'attaquer à des problèmes qui ont échappé jusqu'ici à une forte emprise des institutions et des traditions, qui n'ont pas provoqué de fortes oppositions organisées — tels ceux de l'environnement — qu'à des domaines fortement imprégnés de traditions et largement contrôlés par des organisations contestataires (l'emploi, les salaires...).

a) L'environnement et les ajustements écologiques exigent, plus que d'autres facteurs de la vie économique et sociale, des *prévisions à long terme* ; mais ils s'y prêtent aussi plus aisément car ils sont dépourvus des garde-fous de la tradition, des institutions et organisations. Et du fait même, ils se prêtent moins à la participation populaire. Il n'est guère réaliste en effet de concevoir une forte mobilisation populaire en vue d'événements — *si inéluctables soient-ils* — qui ne se sont pas encore produits. L'expérience syndicale l'enseigne assez : les phénomènes de mobilisation ne sont possibles qu'à partir de mécontentements violents, souvent imprévisibles, instantanés, sinon vite calmés. Il demeure donc difficile d'envisager de puissants partis politiques ou groupes de pression se constituant autour des objectifs de l'environnement *avant que des cataclysmes écologiques ou des accidents graves*, du genre de celui de Minamata, ne soient produits et répétés, c'est-à-dire avant qu'il ne soit trop tard.

b) Les politiques d'environnement exigent aussi, plus que d'autres, une coordination internationale des décisions (réglementation de la pollution des mers et océans, de l'atmosphère,

toutes autres formes de pollutions transfrontières...) donc une très grande capacité à surmonter les intérêts immédiats et locaux. Cette capacité est peu développée au niveau des élites gouvernantes. L'est-elle davantage ou peut-elle l'être davantage chez l'homme de la rue ? Une mobilisation populaire sur les problèmes d'environnement exigerait à tout le moins de la part des militants du mouvement écologique une intensification de leur rôle pédagogique ; mais l'enseignement qu'ils diffuseraient serait aussi difficile que celui de l'ascétisme, de la solidarité avec les peuples inconnus, ses perspectives aussi peu souriantes que celles des économies de restrictions... au moins relatives et imposées aux régions du monde jusqu'ici les plus développées.

Si l'on veut sérieusement s'interroger, par exemple, sur le taux de croissance optimal du point de vue de l'Eco-système terrestre, il faut retenir de la théorie des décisions que l'optimum général ne correspondra nullement à la somme des optima de chaque nation. Le modèle de développement optimal pour la population mondiale, s'il était recherché, exigerait sans aucun doute des nations les plus riches de s'orienter vers des modes de vie très différents de ceux considérés jusqu'ici comme désirables, et reposant sur une production-consommation très réduite en quantité et très modifiée dans sa conception des besoins.

Mais *qui* décidera des régions où les besoins — une fois repensés et redéfinis — devront être maximisés et de celles où ils devront être minimisés ? Peut-on raisonnablement prévoir que des « mouvements populaires » aux U.S.A. et en Europe se lèveront pour l'optimum des niveaux de croissance dans le monde ?... Il n'y a aucune raison de le penser. (Le mouvement syndical parle assez éloquemment en faveur de l'acquiescement des organisations de salariés aux politiques de néo-colonisation.)

La gestion des équilibres et déséquilibres du développement économique semble assez inexorablement, et pour longtemps, vouée à être celle des technocrates. Les grands conflits écologiques futurs opposeront peut-être certaines organisations internationales si elles parviennent à acquérir une souveraineté, mais en ce cas elles auront certainement enterré la démocratie selon Montesquieu, Rousseau et Lénine réunis car il n'y aura plus de place pour une « volonté populaire » ni pour un parti qui s'afficherait en désaccord avec le système de gouvernement scientifique devenu « cybernétique » — aux instances gouvernementales nationales, et ce sont peut-être les premières qui feront prévaloir la loi de l'intérêt général. Il n'en reste pas moins que les politiques d'environnement risquent fort d'être aux mains de super-technocrates, dirigeants de firmes multinationales et d'organisations supranationales, ou de ne pas être

du tout. Ainsi entrevoyons-nous une forme prévisible du « contrôle global totalitaire, autoritaire et raciste » évoqué par G. Skirbekk.

Ce pronostic est très sombre. Dans la conjoncture actuelle, étant donné la carence des partis de gauche et des syndicats devant les politiques écologiques, la faiblesse et les hésitations des mouvements autogestionnaires et libertaires, des mouvements régionalistes, il semble, hélas, raisonnablement fondé.

Christiane BARRIER-LYNN.